

- Les Chargés de Mission, Coordonnateur et Responsable des Programmes et Projets au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale ;

- Le Préfet, Chargé de Mission au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Sécurité Nationale ;

- Le Directeur des Etudes et de la Planification au Ministère de la Promotion de la Femme et de la solidarité Nationale ;

- Le Directeur de la Coordination de l'Action Environnementale au Ministère de l'Environnement et du Tourisme ;

- Le Directeur du Commerce Intérieur au Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat ;

- Les Directeurs Généraux et tous les Directeurs Centraux au Ministère de la Santé Publique et de la Population.

Art. 4 : Le Comité de Suivi peut faire recours à toutes compétences utiles et inviter les bailleurs de fonds à ses réunions.

Art. 5 : Le Secrétariat Permanent du Comité de Suivi est assuré par le Directeur des Etudes et de la Planification du Ministère de la Santé Publique et de la Population. A ce titre, il est chargé de préparer les réunions du Comité de Suivi et d'en appliquer les recommandations.

III. Du Fonctionnement du Comité

Art. 6 : Le Comité de Suivi se réunit deux fois par an. Toutefois, il peut se réunir en séance extraordinaire sur convocation de son Président.

La première réunion se tient au plus tard le 31 Mars et est consacrée à :

- l'examen du rapport d'exécution de l'année écoulé ;

- la validation du programme de travail annuel et du budget.

La deuxième réunion se tient au plus tard le 31 Octobre et porte sur l'ordre du jour suivant :

- la préparation de la réunion de suivi avec les bailleurs de fonds ;

- la revue de programmes de travail pour l'année à venir et les esquisses de l'exécution du programme de l'année en cours.

Art. 7 : Un arrêté interministériel du Ministre de la Santé Publique et de la Population et du Ministre d'Etat Chargé des Finances et du Budget détermine les conditions dans lesquelles le Secrétaire Permanent doit effectuer sa mission.

Art. 8 : Le présent Décret qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Ange Félix PATASSE

DECRET N° 96.029 DU 29 JANVIER 1996

Portant Organisation du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale et fixant les attributions du Ministre

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT

SUR RAPPORT DU MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU

D E C R E T E

TITRE I

DE LA MISSION DU MINISTERE ET DES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

CHAPITRE I

DE LA MISSION DU MINISTERE

Art. 1er : Le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale a pour mission de définir et de mettre en application, les mesures destinées à assurer la revalorisation du rôle et du statut de la femme, la mobilisation des populations et la protection des groupes vulnérables.

A ce titre, il est chargé de :

- élaborer la politique en matière de la promotion de la femme et de la solidarité Nationale,

- élaborer les stratégies de Développement Social,

- fixer les objectifs et les méthodes de promotion humaine et de Développement Social,

- définir une politique en matière de la Solidarité Nationale,

- promouvoir la politique de la décentralisation des services de la Promotion de la Femme et de la Solidarité nationale.

- encourager et promouvoir la recherche dans le domaine de la technologie appropriée afin de réduire la pénibilité des tâches du travail de la femme ;

CHAPITRE II

DES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE

Art. 2 : Le Ministre a pour attributions de :

- faire procéder aux études concourant à la connaissance et à la maîtrise de la promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale ;
- définir, réglementer, coordonner et organiser les secteurs de Développement Social ;

- promouvoir la décentralisation des services de la promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale ;

- participer à l'étude de tout dossier devant faire l'objet d'un traité, d'une convention ou de tout autre accord international dans le domaine de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale ;

- veiller à la gestion, à la formation, au perfectionnement et à la Promotion du Personnel ;

- faire développer, en rapport avec les autres Départements, la dimension sociale et humaine dans tout projet de développement économique en vue d'assurer le développement harmonieux et la cohésion sociale de la nation ;

- suivre l'ensemble des activités publiques ou privées s'exerçant dans le domaine de la Solidarité Nationale, du Développement Communautaire et de la promotion de la Femme ;

- rechercher et mobiliser les ressources complémentaires en vue de soutenir toute action à caractère social ;

- définir les mesures de protection et réinsertion sociale ainsi que les structures de prise en charge psycho-sociale des marginaux et victimes de fléaux sociaux ;

- assurer l'évaluation des catastrophes et de calamités naturelles au plan national en

collaboration avec les autres Départements et organismes concernés ;

TITRE II

DE L'ORGANISATION DU MINISTERE

Art. 3 : Le Ministre de la promotion de la femme et de la Solidarité Nationale dispose de :

- Un Cabinet

- un Secrétariat Général.

CHAPITRE I

DU CABINET DU MINISTRE

Art. 4 : Le Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale est composé de :

- un Chef de Cabinet ;

- un Chargé de Mission en matière de la Promotion de la Femme ;

- un Chargé de Mission en matière de la Solidarité Nationale ;

- un Service du Secrétariat particulier ;

- un Service de la Presse.

Art. 5 : Le Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale est placé sous l'autorité d'un Chef de Cabinet nommé par arrêté.

Art. 6 : Le Chef de Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale est chargé de :

- organiser les audiences du Ministre ;

- assurer les liaisons administratives du Ministère avec les autres Départements ;

- coordonner les activités du Cabinet ;

- superviser et contrôler le Secrétariat Particulier et le Service de la Presse ;

- traiter certains dossiers qui lui sont confiés directement par le Ministre ;

- suivre et relancer auprès du Secrétaire Général, certains dossiers importants qui requièrent un traitement selon une procédure d'urgence.

Art. 7 : Les Chargés de Missions auprès du Ministre remplissent des fonctions de coordination et d'évaluation dans les secteurs d'activités qui leur sont assignés.

En outre, ils peuvent accomplir des missions ponctuelles.

Art. 8 : Le Service du Secrétariat Particulier est dirigé par un Chef de Service. Le Chef de Service du Secrétariat Particulier est chargé, sous l'autorité du Chef de Cabinet, de traiter tous les dossiers à l'arrivée et au départ.

Art. 9 : Le Service de la Presse est placé sous l'autorité d'un Chef de Service.

CHAPITRE II

DU SECRETARIAT GENERAL

Art. 10 : Le Secrétariat Général de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale assure la coordination, la supervision et l'animation des activités techniques et administratives du Département.

Art. 11 : Le Secrétariat Général est placé sous l'autorité d'un Secrétaire Général.

Art. 12 : Le Secrétaire Général a pour attributions de :

- participer à la conception, à l'élaboration et à la mise en oeuvre du plan sectoriel de développement social du Ministère ;
- coordonner les activités intersectorielles ;
- concevoir et mettre en place en relation avec les autres Départements Ministériels et Organisations Non Gouvernementales compétents, les organes et moyens permettant de prévenir et de lutter le cas échéant contre les catastrophes et les calamités naturelles, de gérer les situations correspondantes ;
- définir les modalités de mobilisation et gestion du fonds de solidarité ;
- veiller à l'exécution du Plan d'Action du Département ;
- veiller à l'établissement des rapports d'activités des différents services placés sous son autorité ;

Art. 13 : Pour assurer sa mission, le Secrétaire Général dispose de :

- la Direction Générale de la Promotion de la Femme ;
- la Direction Générale de la Solidarité Nationale ;
- la Direction Générale des Services d'Appui ;
- la Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques Sociales.

SECTION I

DE LA DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE LA FEMME

Art. 14 : La Direction Générale de la Promotion de la Femme est chargée de la coordination, de l'animation et du contrôle des programmes en matière de promotion. Elle est dirigée par un Directeur Général.

Art. 15 : Le Directeur Général de la Promotion de la Femme a pour attributions de :

- concevoir, élaborer et mettre en oeuvre les programmes d'action en matière de promotion de la femme ;
- promouvoir l'information, l'éducation et la communication en matière de promotion de la femme ;
- initier et encourager les recherches et études relatives à la promotion de la femme ;
- suivre et évaluer l'exécution des programmes de la promotion de la femme ;
- assurer l'encadrement des associations féminines
- promouvoir et stimuler la participation effective de la femme au processus de développement ;
- veiller à la constitution et à la réactualisation d'une banque de données sur la femme ;
- veiller à l'application des textes juridiques en faveur de la femme.

Art. 16 : Le Directeur Général de la Promotion de la Femme dispose de deux directions :

- une Direction de la Programmation et de la Coordination des Activités Economiques des Femmes ;
- une Direction de l'Information et de l'Education de la Femme.

SOUS SECTION 1

DE LA DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA COORDINATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DES FEMMES

Art. 17 : La Direction de la Programmation et de la Coordination des Activités Economiques des Femmes, est chargée de concevoir, élaborer et soumettre en collaboration avec la Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques Sociales, des Programmes et projets en faveur des femmes. Elle est placée sous l'autorité d'un Directeur.

Art. 18 : Le Directeur de la Programmation et de la Coordination des Activités Economiques des femmes a pour attributions de :

- mettre en place une banque de données sur les femmes ;
- coordonner, superviser, suivre et évaluer les activités des différents services placés sous son autorité ;
- promouvoir la création d'activités économiques en faveur des femmes ;
- veiller à la programmation des activités des différents services ;
- identifier et aider à la constitution de groupements pré-coopératifs féminins sur le territoire national ;
- aider et veiller à la formation des membres de groupements féminins ;
- assurer les relations avec les partenaires extérieurs ;
- initier des études sur les activités des femmes dans le secteur informel et rechercher les possibilités de leur promotion ;
- rechercher, centraliser, traiter et diffuser toute la documentation relative à la femme ;
- appuyer les associations féminines dans la recherche des financements des micro-projets ;
- suivre l'application des dispositions des protocoles de collaborations avec les Organisations Non Gouvernementales/Organisations Gouvernementales et les autres Départements.

Art. 19 : Le Directeur de la Programmation et de la Coordination des Activités Economiques des Femmes dispose de trois services :

- un Service des Etudes et de la Programmation ;
- un Service de Gestion de la Banque des Données;
- un Service de la Documentation, de Suivi et d'Appui aux activités Economiques des Femmes.

SOUS-SECTION 2

DE LA DIRECTION DE L'INFORMATION ET DE L'EDUCATION DE LA FEMME

Art. 20 : La Direction de l'Information et de l'Education de la femme, placée sous l'autorité d'un Directeur, est chargée de concevoir les programmes d'information, d'éducation et de formation des femmes ainsi que la formation des groupes pré-coopératifs ou coopératifs et élaborer en rapport avec les autres services compétents, des outils pédagogiques adaptés aux réalités socio-culturelles et aux effectifs de la femme.

Art. 21 : Le Directeur de l'Information et de l'Education de la Femme a pour attributions de :

- coordonner, superviser, suivre et évaluer les activités des différents services placés sous son autorité ;
 - procéder à l'identification des besoins en formation ;
 - organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'intégration de la femme au développement à travers les canaux de communication modernes et traditionnels ;
 - coordonner et appuyer les actions des Organisations Gouvernementales/Organisations Non Gouvernementales sous tutelle du Département dans le domaine de la promotion de la femme.
- Art. 22 :** Le Directeur de l'Information, de l'Education de la Femme dispose de trois services:
- un Service de Formation de la Femme ;
 - un Service d'Information, Education et Communication ;
 - un Service des Relations avec les Organisations Gouvernementales/ Organisations Non Gouvernementales féminines.

SECTION II

DE LA DIRECTION GENERALE DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Art. 23 : La Direction Générale de la Solidarité Nationale est placée sous l'autorité d'un Directeur Général.

Art. 24 : Le Directeur Général de la Solidarité Nationale assure la coordination, l'animation et le contrôle des programmes des directions et services placés sous son autorité.

Il est notamment chargé de :

- concevoir, élaborer et mettre en oeuvre les programmes d'action en matière de la solidarité nationale ;
- prévoir et proposer en collaboration avec les autres départements concernés, les modalités de mobilisation et de gestion de fonds d'assistance aux victimes des fléaux sociaux ;
- proposer les mesures de protection et de réinsertion sociale des victimes des fléaux sociaux ;
- redéfinir les attributions des centres sociaux de protection des personnes en situation difficile et en assurer la protection ;
- assurer l'animation et la promotion sociale ;
- créer les conditions permettant d'assurer l'équilibre et la cohésion sociale au sein de la communauté nationale ;
- coordonner les activités des directions qui lui sont rattachées en vue d'une utilisation efficiente des ressources ;
- analyser, réviser, adapter et diffuser au niveau national, les textes relatifs à la solidarité nationale et au développement social ;
- établir les critères applicables à la prise en charge de la population marginalisée et victime de fléaux en collaboration avec les autres services intéressés ;
- créer une banque de données sur les fléaux sociaux ;
- promouvoir des études sur les différentes formes et pratiques de solidarité ;
- définir les modalités de collaboration avec les Organisations Gouvernementales/Organisations Non Gouvernementales dans le domaine de la solidarité nationale ;

- veiller à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un programme de protection de la Mère et de l'Enfant.

Art. 25 : Le Directeur Général de la Solidarité

Nationale dispose de trois directions :

- une Direction du Développement Communautaire ;
- une Direction de la Famille et de la Réinsertion Sociale ;
- une Direction de la solidarité Nationale.

SOUS-SECTION 1

DE LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Art. 26 : La Direction du Développement Communautaire est chargée d'assurer l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations démunies et défavorisées par des actions de formation, d'animation et d'éducation de base. Elle est placée sous l'autorité d'un Directeur.

Art. 27 : Le Directeur du Développement Communautaire a pour attributions de :

- organiser la participation active des populations au développement économique et social ;
- promouvoir la généralisation des méthodes de développement communautaire dans tous les domaines sociaux ;
- favoriser l'amélioration des relations entre les différents services techniques de l'Etat et les Organisations Non Gouvernementales concourants au développement à la base ;
- développer et encourager les initiatives villageoises en matière de fonds d'appui ;
- assurer la promotion, l'organisation et la gestion de la cellule de la technologie appropriée et de l'atelier audio-visuel.

Art. 28 : Le Directeur du Développement Communautaire dispose de trois services :

- un Service de Coordination des Activités en Milieu Urbain ;

- un Service de Coordination des Activités en Milieu Rural ;
- un Service de Production des Techniques Educationnelles.

SOUS-SECTION 2

DE LA DIRECTION DE LA FAMILLE, DE L'INSERTION ET DE LA REINSERTION SOCIALE

Art. 29 : La Direction de la Famille, de l'Insertion et de la Réinsertion Sociale est chargée de gérer les ressources humaines, financières et matérielles relatives à la réalisation des programmes de l'insertion et de la réinsertion sociale. Elle est placée sous l'autorité d'un Directeur.

Art. 30 : Le Directeur de la Famille, de l'Insertion et de la Réinsertion Sociale a pour attributions de :

- contribuer à l'élaboration des programmes cadres et des mesures afin de promouvoir l'insertion et la réinsertion sociale ;
- assurer le suivi pédagogique des centres de formation et d'éducation spécialisée ;
- encourager et promouvoir les initiatives des programmes de récupération, d'insertion et de réinsertion sociale ;
- développer une politique de prise en charge des personnes de troisième âge ;
- élaborer avec les autres départements concernés, la politique de suivi psycho-médico-social ;
- gérer les activités du Centre de la Mère et de l'Enfant ;
- définir et veiller à la mise en oeuvre d'une politique en matière d'adoption des enfants ;
- coordonner et appuyer les actions des Organisations Non Gouvernementales et Organisations Gouvernementales dans le domaine d'insertion et de la réinsertion sociale ;
- promouvoir la formation socio-professionnelle et l'éducation des enfants en situation difficile en collaboration avec les structures existantes ;
- former les agents et animateurs des enfants en situation difficile ;

- initier des études sur les méthodes d'approche des enfants de la rue ;

- aider les enfants à se réinsérer progressivement pour s'intégrer sans difficulté dans un centre d'accueil ou dans une famille en collaboration avec le service de l'Insertion et de la Réinsertion Sociale ;

- contrôler les orphelinats privés ;

- former et recycler le personnel dans le domaine de l'encadrement de la petite enfance.

Art. 31 : Le Directeur de la Famille, de l'Insertion et de la Réinsertion Sociale dispose de trois Services :

- un Service de l'Insertion et de la Réinsertion Sociale, de la Protection de la Famille, et de l'Enfant en situation difficile ;
- un Service de suivi psycho-médico-social ;
- un Service du Centre de la Mère et de l'Enfant.

SOUS-SECTION 3

DE LA DIRECTION DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Art. 32 : La Direction de la Solidarité Nationale est chargée de concevoir et élaborer les programmes de développement des réseaux de la solidarité nationale. Elle est également chargée de créer les conditions permettant d'assurer l'équilibre et la cohésion sociale au sein de la communauté nationale. Elle est placée sous l'autorité d'un Directeur.

Art. 33 : Le Directeur de la Solidarité Nationale a pour attributions de :

- mettre en oeuvre toute activité visant à développer l'esprit de solidarité ;
- proposer les mesures de protection et de réinsertion sociale des victimes des fléaux sociaux ;
- prévoir et proposer en relation avec les autres départements concernés, les modalités de mobilisation et de gestion de fonds d'assistance aux victimes des fléaux sociaux ;
- analyser, réviser, adapter et diffuser au niveau national, les textes relatifs à la solidarité nationale et au développement social ;

- établir les critères applicables à la prise en charge de la population marginalisée et victimes de fléaux, en collaboration avec les autres services intéressés.

Art. 34 : Le Directeur de la Solidarité Nationale dispose de deux Services :

- un Service de Secours d'Urgence et de Gestion des Sinistres ;
- un Service d'Appui à la Réhabilitation des Victimes des Calamités.

SECTION III

DE LA DIRECTION GENERALE DES SERVICES D'APPUI

Art. 35 : La Direction Générale des Services d'Appui est chargée d'assurer la coordination, l'animation et le contrôle des activités des Directions Techniques. Elle est placée sous l'autorité d'un Directeur Général.

Art. 36 : Le Directeur Général des Services d'Appui a pour attributions de :

- élaborer et exécuter le budget du Département ;
- coordonner les Directions Régionales de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale ;
- veiller à l'application des lois et règlements au niveau du Département ;
- faire préparer les dossiers des demandes d'affectation du personnel ;
- représenter le Département au conseil de discipline ;
- veiller à la bonne gestion du personnel et du matériel du Département ;
- superviser et contrôler les activités de tout établissement public ou privé relevant du Département ;
- veiller à l'application des règlements des Centres de Formation et de Perfectionnement ;
- assurer le recrutement et la formation des stagiaires ;

- créer et développer la collaboration avec les autres institutions de formation poursuivant les mêmes buts au niveau national ;

- assurer l'appui pédagogique en développement communautaire du Département et des partenaires oeuvrant au sein de la population à la base.

Art. 37 : Le Directeur Général des Services d'Appui dispose de :

- une Direction de Services Administratifs et Financiers ;
- une Direction des Centres de Formation et de Perfectionnement des Agents de Développement Communautaires ;
- des Directions Régionales de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale.

SOUS-SECTION 1

DE LA DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Art. 38 : La Direction des Services Administratifs et Financiers est placée sous l'autorité d'un Directeur ;

Art. 39 : Le Directeur des Services Administratifs et Financiers est chargé de :

- élaborer et exécuter le budget du Département ;
- gérer le personnel et le matériel du Département ;
- veiller à l'application des lois et règlements du Département ;
- préparer les dossiers des demandes d'affectation du personnel en collaboration avec les autres directions techniques ;
- représenter le Département au conseil de discipline et à la commission administrative paritaire d'avancement.

Art. 40 : Le Directeur des Services Administratifs et Financiers dispose de deux Services :

- un Service de la Gestion des Ressources Humaines ;
- un Service Financier et du Matériel.

SOUS-SECTION II

DES CENTRES DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Art. 41 : Les Centres de Formation et de Perfectionnement des Agents de Développement Communautaire sont chargés d'assurer, en collaboration avec la Direction des Etudes de la Planification et des Statistiques Sociales, l'appui pédagogique en développement communautaire du département et des partenaires oeuvrant au sein de la population à la base. Ils sont placés sous l'autorité d'un Directeur.

Art. 42 : L'organisation et le fonctionnement des Centres de Formation et de Perfectionnement des Agents de Développement Communautaire sont fixés par Arrêté du Ministre.

Art. 43 : Le Directeur des Centres de Formation et de Perfectionnement des Agents de Développement Communautaire dispose de deux Services :

- un Service d'Etude, de Recherche et d'Appui Pédagogique en Développement Communautaire ;
- un Service de Formation.

SOUS-SECTION III

DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Art. 44 : La Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale est placée sous l'autorité d'un Directeur Régional.

Art. 45 : La Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale correspond à l'étendue d'une région.

Art. 46 : La Direction Régionale de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale est composée de plusieurs secteurs de l'Action Sociale et Communautaire dont les attributions sont fixées par arrêté du Ministre.

Art. 47 : Le Directeur Régional de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale est chargé de :

- conseiller les autorités préfectorales en matière de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale ;
- encadrer le personnel ;

- coordonner et superviser les secteurs sociaux de développement ;

- mettre en place et assurer le fonctionnement des comités de programmation au niveau préfectoral ;

- assurer la supervision technique de tout le personnel relevant de la Direction Régionale ;

- assurer la coordination et la collaboration entre le Département, les services techniques préfectoraux et les Organisations Non Gouvernementales locales ;

- coordonner, suivre et évaluer les programmes et projets du Département exécutés dans sa zone de juridiction et rendre compte au niveau central ;

- contribuer à la formation continue du personnel de la Direction Régionale ;

- concevoir le plan de développement social de la Direction Régionale et en assurer l'exécution conformément aux orientations nationales et aux priorités préfectorales.

SECTION IV

DE LA DIRECTION DES ETUDES, DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES SOCIALES

Art. 48 : La Direction des Etudes, de la Planification et des Statistiques Sociales est chargée de planifier et harmoniser les actions de Promotion de la Femme et de la Solidarité, de centraliser les projets émanant des différents services, préparer les programmes et projets d'investissement et en suivre l'exécution. Elle est placée sous l'autorité d'un Directeur et rattachée au Secrétariat Général.

Art. 49 : Le Directeur des Etudes, de la Planification et des Statistiques Sociales a pour attributions de :

- assurer la liaison entre le Ministère et le Département du Plan et de la Coopération Internationale ;

- concevoir, coordonner, suivre et évaluer tous les projets en exécution au sein du Département ;

- instruire et confectionner les dossiers des demandes de bourses et stages ;

- superviser ou contrôler les activités de tout établissement public ou privé relevant du Département ;

- veiller au bon fonctionnement des activités d'étude et de recherche en développement communautaire ;

- centraliser toutes les données statistiques du Département sur la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale ;

- préparer les réunions du conseil de planification du Département ;

- veiller à l'application des décisions prises par le conseil de planification ;

- élaborer les plans nationaux de développement du secteur de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale ;

- centraliser les projets émanants des différents services, préparer les programmes et projets d'investissement et en suivre l'exécution ;

- coordonner, suivre et évaluer tous les projets en exécution au sein du Département ;

- instruire et faire confectionner les dossiers des demandes de bourses et stages ;

- organiser la collecte, le classement, la consultation et la conservation de la documentation et des archives.

Art. 50 : Le Directeur des Etudes, de la Planification et des Statistiques Sociales, dispose de quatre Services :

- un Service de la Planification et des relations extérieures ;

- un service des Bourses, des Stages et des Etablissements Sociaux ;

- un Service des Statistiques Sociales ;

- un Service de la Documentation et des Archives.

TITRE III DES DISPOSITIONS GENERALES

Art. 51 : Les Chargés de Mission, le Secrétaire Général, les Directeurs Généraux, les Directeurs, les Directeurs Régionaux et les Chefs de Service sont nommés par Décret pris en Conseil des

Ministres sur proposition du Ministre de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale.

Art. 52 : Des arrêtés, décisions et circulaires du Ministre de la Promotion de la Femme et de la Solidarité Nationale préciseront en tant que de besoins, les modalités d'application du présent décret.

Art. 53 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Ange Félix PATASSE

DECRET N° 96.030 DU 30 JANVIER 1996

**Portant inscription au tableau d'avancement
des Officiers d'active de l'Armée Nationale**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT

**SUR PROPOSITION DU MINISTRE
D'ETAT CHARGE DE LA DEFENSE
NATIONALE**

D E C R E T E

Art. 1er : Sont inscrits au Tableau d'Avancement au titre de l'année 1996.

ARMEE DE TERRE

POUR LE GRADE DE COLONEL

- Le Lieutenant-Colonel KONGOLO Alphonse, Mle 66.2.2001 ;

- Le Lieutenant-Colonel MARBOUA Timothée, Mle 66.2.8004 ;

- Le Lieutenant-Colonel YAMALA Maurice-A. Mle 67.2.1396.

GENDARMERIE NATIONALE

POUR LE GRADE DE COLONEL

- Le Lieutenant-Colonel KODY-DELUCY Houzékémo, Mle 64.10.548 .

ARMEE DE TERRE

POUR LE GRADE DE LIEUTENANT- COLONEL